



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

PRESTATION DE SERVICE POUR LA RÉALISATION D'UNE MESURE D'IMPACT SOCIAL POUR L'ÉCOLE DES CUISTOTS MIGRATEURS

Marché ECM202408-01-S

Date et heure limites de réception des offres :

16 septembre 2024 à 08h00

Transmission des plis exclusivement par voie électronique à

dev.asso@lescuistotsmigrateurs.com

SOMMAIRE

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	2
1.1 Objet.....	2
1.2 Identification de l'acheteur.....	2
1.3 Mode de passation.....	2
1.4 Type de forme de contrat.....	2
1.5 Durée du marché.....	2
2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1 Délai de validité des offres.....	3
2.2 Forme juridique du groupement.....	3
2.3 Variantes.....	3
2.4 Variantes.....	3
3. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT.....	3
3.1 Durée du contrat ou délai d'exécution.....	3
3.3 Modalités essentielles de financement et de paiement.....	3
3.4 Confidentialité et mesures de sécurité.....	3
4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
5. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	4
5.1 Premier dossier : pièces de la candidature.....	4
5.2 Deuxième dossier : pièces de l'offre.....	6
6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	6
6.1 Transmission électronique.....	6
6.2 Modalités relatives à la signature de l'offre.....	7
6.3 Conseils aux candidats.....	7
7. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	8
7.1 Sélection des candidatures.....	8
7.2 Attribution du marché.....	8
7.3 Suite à donner à la consultation.....	9
1. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	9
7.1 Point de contact.....	9
7.2 Procédure de recours.....	9

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet

La présente consultation a pour objet **la sélection d'un prestataire pour la réalisation d'une mesure d'impact social** - à réaliser en convenance avec les conditions explicitées au sein du cahier des clauses techniques particulières - de l'Ecole des Cuistots Migrateurs.

Un appel public à la concurrence a été publié sur le site du BOAMP ainsi que sur le site internet de l'École des Cuistots Migrateurs <https://www.ecoledescuistotsmigrateurs.com/appels-doffres/> en vue de la conclusion d'un contrat de prestation de service destiné à l'École.

Lieu(x) d'exécution : L'École des Cuistots Migrateurs, 25 rue de romainville, 93100 MONTREUIL.

1.2 Identification de l'acheteur

Ecole des Cuistots Migrateurs, Association Loi 1901 reconnue d'intérêt général

Adresse postale : 25 rue de romainville 93100 Montreuil

Siège social : 22 rue Condorcet 93100 Montreuil

SIRET 88223062600013

1.3 Mode de passation

La procédure de passation est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R. 2123-1 à R2131-7 du Code de la commande publique.

1.4 Type de forme de contrat

L'acte d'engagement vaut contrat entre les deux parties..

1.5 Durée du marché

La date prévisionnelle de début d'exécution du début du marché est fixée au mois de septembre ou octobre 2024 après la notification du marché, et ce pour une durée de 30 mois.

Les phases d'exécution sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières.

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 Forme juridique du groupement

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

3.1 Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCAP.

Elle est fixée à 30 mois après réception par le titulaire de la notification du marché. La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est prévue en septembre / octobre 2024.

3.3 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au titulaire du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.4 Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le bordereau des prix ;
- Les formulaires DC1 et DC2 et leur notice.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est disponible gratuitement par téléchargement à l'adresse suivante :

<https://www.ecoledescuistotsmigrateurs.com/appels-doffres/>

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard huit (8) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. La nouvelle version sera spécifiée mise à jour sur notre site internet à cette adresse <https://www.ecoledescuistotsmigrateurs.com/appels-doffres/>. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 Premier dossier : pièces de la candidature

Pour présenter leur candidature, les opérateurs économiques doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat).



Ces documents, fournis avec le dossier de consultation, sont disponibles gratuitement sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les candidats sont invités à vérifier à chaque nouvelle consultation qu'ils utilisent les formulaires à jour.

Les pièces de la candidature comprendront, conformément à l'article R. 2143.3 à R. 2143-4 du Code de la commande publique, les éléments suivants :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (DC1 ou DUME)
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 ou DUME).
- Pour les entreprises de création récente, ce document peut être remplacé par la production de tout document permettant de justifier la capacité financière du candidat (chiffre d'affaires partiel, montant de références en cours...)
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels au cas où l'opérateur économique n'est pas, pour une raison justifiée, en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur pour prouver sa capacité économique et financière à mener à bien le marché auquel il soumissionne.

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacun des trois derniers exercices disponibles.
- Liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire.
- Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans ne seront pas pris en compte
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de prestations de même nature.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les

mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5.2 Deuxième dossier : pièces de l'offre

Les candidats présenteront un projet de marché comprenant les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le bordereau des prix dûment complété ;
- La réponse technique, comprenant les éléments demandés dans le cadre du CCTP joint au DCE

La signature des documents n'est pas exigée au stade de la remise des offres. Il sera demandé à l'attributaire, en fin de procédure, de signer l'acte d'engagement.

6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis sont envoyés par voie électronique avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 Transmission électronique

La transmission des documents est effectuée par voie électronique à l'adresse mail dédiée dev.asso@lescuistotsmigrateurs.com

Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Dans le cas où les pièces sont trop lourdes, le candidat peut avoir recours à la plateforme <https://wetransfer.com> ou <https://www.grosfichiers.com/fr/> , auquel cas, il spécifie le lien de téléchargement dans le mail transmis à dev.asso@lescuistotsmigrateurs.com.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.



Par ailleurs, il convient :

- de proscrire les accents dans les noms de fichiers et, plus généralement, tous les symboles et caractères spéciaux ;
- de ne pas utiliser les exe et les macros ;

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

6.2 Modalités relatives à la signature de l'offre

La signature des offres, notamment de l'acte d'engagement, n'est pas requise au stade du dépôt des plis mais uniquement au moment de l'attribution du marché.

L'opérateur économique attributaire s'engage à signer à l'identique l'offre initialement remise. Seule la personne habilitée à engager la société peut valablement signer l'acte d'engagement. Tout refus de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

L'École des Cuistots Migrateurs n'impose pas la signature électronique dans le cadre de cette consultation.

6.3 Conseils aux candidats

L'École des cuistots migrateurs encourage fortement les opérateurs économiques :

- à tester leurs connexions bien avant l'heure limite de télétransmission
- en cas d'envoi multiples, à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces exigées par le présent règlement de consultation ;
- à contacter le support technique de l'École des Cuistots Migrateurs pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés à l'adresse suivante : dev.asso@lescuistotsmigrateurs.com

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du contrat par les parties.

7. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de six (6) jours calendaires.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées à partir des seuls renseignements et documents exigés pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152- 2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Conformément aux articles R. 2152-1 et R2152-2 du code susvisé, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que leur offre ne soit pas anormalement basse et que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle de l'offre initiale.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation.

Une offre anormalement basse est une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre l'intérêt du marché.

Les offres sont évaluées conformément aux critères suivants :

- 20% - Le prix de l'offre
- 30% - La compréhension du contexte
- 20% - La qualité et la cohérence de la méthode proposée
- 30% - L'expertise de l'équipe projet et les références



7.3 Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par l'acheteur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à dix (10) jours.

1. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

7.1 Point de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande à cette adresse : dev.asso@lescuistotsmigrateurs.com

Cette demande doit intervenir au plus tard dix (10 jours) avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera adressée avec la mise à jour de la FAQ en ligne sur <https://www.ecoledescuistotsmigrateurs.com/appels-doffres/>, 8 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

7.2 Procédure de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal judiciaire de Bobigny

173, Avenue Paul Vaillant Couturier

93008 BOBIGNY Cedex

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :